

Care
FRC
5813

CAHIER
D'INSTRUCTIONS,
DÉLIBÉRATION
ET PROTESTATION
DE L'ORDRE DES AVOCATS
AU PARLEMENT DE NORMANDIE.





C A H I E R

D'INSTRUCTIONS

*DONNÉES par l'Ordre des Avocats
au Parlement de Normandie , à
MM. ses Députés à l'Assemblée
du Tiers-Etat de la ville de Rouen ,
tenue le 26 Mars dernier & jours
suivants.*

ARTICLE PREMIER.

LA France est un état monarchique.

La Nation française est libre & représentée par les Etats-Généraux : le Roi en est le chef héréditaire. Tout Français est Citoyen , & chaque Citoyen , également soumis aux loix , ne dépend que d'elles , tant pour sa personne que pour ses propriétés.

En conséquence , 1^o il ne pourra être expédié à l'avenir aucunes lettres closes , ni autres ordres arbitraires , & les seuls Tribunaux avoués par la Nation pourront pro-

noncer sur la personne, les droits & les propriétés de chaque Citoyen.

A R T. I I.

Nul impôt ne pourra être continué, établi, fixé, réparti, levé & employé sans le consentement des Etats-Généraux, qui seront convoqués & assemblés, au plus tard, de quatre ans en quatre ans, & qui ne pourront être suspendus ou dissous si ce n'est de leur consentement.

A R T. I I I.

Les Etats-Généraux pourront fixer la crue des impôts à lever au cas d'une guerre imprévue.

A R T. I V.

A l'avenir tout emprunt direct ou indirect fait par le Gouvernement, sans le consentement des Etats-Généraux, sera illégal & de nul effet.

A R T. V.

Dans le cas où le retour périodique des Etats-Généraux seroit différé, tout impôt

cessera , les Citoyens en seront affranchis , & ceux qui tenteroient d'en faire la perception seront poursuivis par les Cours comme concussionnaires.

A R T. V I.

Les monnoies ne pourront être changées, soit dans le titre, soit autrement, si ce n'est du consentement des Etats-Généraux.

A R T. V I I.

Les Etats-Généraux pourront délibérer sur tout ce qui concerne le régime, la tranquillité & la prospérité de l'Etat.

A R T. V I I I.

Aucune loi ne pourra être établie ni abrogée , si ce n'est dans l'Assemblée des Etats-Généraux , de leur consentement , & sous l'autorité du Roi.

A R T. I X.

Si néanmoins, pendant les quatre années au plus qui s'écouleront entre la tenue & le retour périodique des Etats-Généraux, il est nécessaire de créer , modifier ou abro-

ger de simples loix locales de Police & d'administration , les nouvelles loix de cette espece seront adressées aux Cours , qui en feront la vérification & l'enregistrement libre , sans préjudice de l'opposition des Etats-Provinciaux , parce que d'ailleurs ces mêmes loix seront examinées , ratifiées , ou rejetées dans l'Assemblée nationale subséquente.

A R T. X.

Toute loi établie dans les Etats-Généraux portera qu'elle l'a été de leur consentement , & sera , avant leur dissolution , envoyée aux Cours du Royaume , en la maniere accoutumée , pour y être enregistrée sans modification , & exécutée sans retard , sauf les représentations que les Cours pourront ensuite adresser aux Etats-Généraux.

A R T. X I.

Les Ministres seront responsables de tous les abus qu'ils auront commis ou tolérés directement ou indirectement , & ces mêmes Ministres , leurs fauteurs ou adhérents seront poursuivis par telle voie & en telle Cour que les Etats-Généraux détermineront.

A R T. X I I.

Il ne pourra être dérogé à la compétence des Tribunaux, par des commissions particulières, privilege du sceau du Châtelet de Paris, évocations au Conseil ou autrement.

A R T. X I I I.

Jamais le cours de la justice ne pourra être suspendu, & les Corps de Magistratures dans tous les Ordres ne pourront être changés sans le consentement des Etats-Généraux.

A R T. X I V.

La liberté de la presse sera établie, & la censure supprimée, le tout sous les modifications qui seront faites dans les Etats-Généraux.

A R T. X V.

Tout Citoyen recommandable par ses vertus & ses talents pourra être promu aux grades, emplois & dignités quelconques.

A R T. X V I.

La Charte Normande & les privileges de la Province seront reconnus & maintenus,

(6)

les Assemblées Provinciales supprimées , & la Province jouira du droit qu'elle a d'avoir ses Etats particuliers , lesquels s'assembleront tous les ans en la Ville de Rouen , lieu ordinaire de ses séances , & le plus convenable à l'exercice de ses fonctions.

A R T. X V I I.

Le ressort du Parlement de Rouen sera rétabli sur le Comté d'Eu , régi par la Coutume de Normandie.

A R T. X V I I I.

Dans l'Assemblée des Etats-Généraux il sera délibéré & statué préalablement sur les articles ci-dessus , & ils seront accordés avant que , dans la même Assemblée , on puisse délibérer sur aucun autre objet , & notamment sur l'impôt & le *déficit* des finances.

A R T. X I X.

Les articles ci-dessus arrêtés , les Etats-Généraux s'occuperont de la situation des finances , en exigent le tableau exact & détaillé , avec les pièces justificatives ; vérifieront le tout , approfondiront le principe du *déficit* , en constateront le montant , dé-

termineront avec le Roi les moyens d'aquitter la dette nationale, de fixer les dépenses du Gouvernement & d'y subvenir.

A R T. X X.

Les impôts qui précédemment n'ont été payés que par une classe ou un Ordre de Citoyens, seront éteints & remplacés de manière que tous les Citoyens des trois Ordres paient les mêmes impôts selon chacune des facultés immobilières, mobilières & industrielles ; & en conséquence les droits de francs-fiefs & tous autres qui, directement ou indirectement, seroient contraires à cette égalité ou uniformité proportionnelle, seront abolis.

A R T. X X I.

Les Gabelles seront supprimées, & les Douanes reculées jusqu'aux frontières du Royaume.

A R T. X X I I.

Il sera délibéré dans les Etats-Généraux sur les privilèges exclusifs accordés à des Compagnies, pour être ceux contraires au

bien du commerce & aux progrès de l'industrie supprimés.

A R T. X X I I I.

Chaque année les états de recette & dépense faite au nom du Roi , la liste des pensions & leurs motifs seront publiés par l'ordre du Gouvernement.

A R T. X X I V.

Les Etats-Généraux s'occuperont de la réforme des loix civiles & criminelles.

Enfin seront les articles ci-dessus annexés à la délibération de ce jourd'hui , & aux pouvoirs donnés à MM. les Députés par celle du vingt-un de ce mois.

Signé L E G E N D R E , *Secrétaire.*

*EXTRAIT du Registre des Délibérations
de l'Ordre des Avocats au Parlement de
Rouen.*

Du 31 Mars 1789.

DÉLIBÉRANT sur ce qui a été rapporté par plusieurs de MM. ; les avis pris, la Délibération a été arrêtée ainsi qu'il suit, à la pluralité.....

Que l'Ordre des Avocats ayant remis à MM. ses Députés, pour l'Assemblée de l'Hôtel-de-Ville, son vœu consigné dans un Cahier d'instructions, que le vœu tendoit à maintenir les constitutions de la Province & des privileges ; il espere & croit que MM. ses Députés se sont réunis pour faire valoir ce vœu avec tout le zele qu'on a droit d'attendre d'eux ; que cependant un bruit public se répand que dans le Cahier de Doléances, arrêté à l'Hôtel-de-Ville, on a employé que les Députés aux Etats-Généraux seroient chargés de solliciter des changements dans la constitution hiérarchique, & dans l'ordre & l'autorité des Tribunaux de la Province, chan-

gements contraires aux privilèges & aux loix fondamentales de ladite Province; qu'il aime à croire que ses Députés n'ont point adhéré audit Cahier, & ont au contraire formé leur opposition à l'admission de ces propositions; que s'il en étoit autrement, MM. les Députés sont priés & chargés expressément d'y faire, au nom de l'Ordre, l'opposition & la protestation la plus formelle; & pour rendre lesdites oppositions & protestations plus authentiques, l'Ordre déclare, par la présente Délibération, protester & s'opposer formellement en corps contre lesdites propositions; & à ce qu'il soit donné aucune adhésion à icelles par ses Députés; à l'effet de quoi arrêté que la Présente sera notifiée à MM. les Députés de l'Ordre, pour, par eux, s'y conformer, & dénoncée au Greffe de l'Assemblée de l'Hôtel-de-Ville, & en celui de l'Assemblée du Tiers-Etat du Bailliage de Rouen, donnant à cette fin tout pouvoir à M. Andrieu, l'un d'eux, remplissant les fonctions de Secrétaire de l'Ordre, pour l'absence de M. le Gendre, Secrétaire en exercice.

Au surplus, la continuation de l'Assemblée renvoyée à Samedi prochain, trois heures après midi, à laquelle MM. les Députés

seront invités de se rendre. *Signés* HÉBERT
& ANDRIEU *pro absentia*, avec paraphes.

PROTESTATION.

Du 8 Avril 1789.

LES Avocats au Parlement de Normandie, convoqués par billets & assemblés extraordinairement dans l'enceinte du Palais, par suite de leur Délibération de Samedi dernier, après avoir entendu la lecture du Cahier de Doléances arrêté par les Députés du Tiers-Etat de cette Ville, y ont remarqué quelques-unes des demandes ou pétitions qui leur ont été précédemment dénoncées par la voix publique, & qui ont été l'objet de leur Délibération du 31 Mars dernier.

Sur lesquelles ayant délibéré de nouveau, & oui le rapport des Commissaires nommés à cet effet, ils croient devoir à la Nation, à la Province & à la Magistrature d'exprimer publiquement leur opinion & leur vœu de la manière suivante.

1^o Par l'article 35 du Cahier il doit être demandé dans les Etats - Généraux : » qu'on » proscrive la jurisprudence des Arrêts qui » rend la Justice versatile & arbitraire. «

L'Ordre déclare protester contre cette pétition outrageante pour les Cours de judicature, contraire aux maximes reçues chez tous les Peuples policés , & qui , loin de donner une base solide aux décisions judiciaires , les livreroit à l'esprit systématique , & soumettroit la loi aux plus fausses interprétations.

Quelque perfection qu'on suppose aux loix , qui seront peut-être un des fruits de la régénération présente , il sera toujours impossible que toutes les questions y soient décidées , que tous les cas soient prévus , que rien n'y soit oublié de ce qui peut guider la raison humaine & assurer la marche des Juges.

C'est à ce défaut inséparable de toutes les législations qu'a suppléé par-tout & que doit nécessairement suppléer la jurisprudence des Tribunaux souverains , source ordinaire de nos Réglemens & de nos loix.

Les Magistrats éclairés par leurs lumières propres , & par celles qu'un Barreau nombreux leur communique , doivent ap-

prendre journellement à connoître l'esprit de la loi , & la maniere la plus utile de l'appliquer. Ils doivent se former en conséquence des maximes & des regles constantes de leurs décisions , qui sont proprement ce qu'on appelle jurisprudence ; car ce ne sont pas quelques Arrêts isolés qui la forment , il faut une suite de Jugemens uniformes sur les mêmes questions.

Proscrire la jurisprudence des Arrêts seroit donc défendre aux Juges d'entendre la loi suivant ce qu'ils croiront être son véritable esprit , & de l'appliquer de la maniere que l'expérience leur aura constamment appris être le plus convenable pour le bonheur de leurs concitoyens.

La pétition dont il s'agit est donc aussi déraisonnable en elle-même qu'indécente dans son énoncé ; & l'Ordre des Avocats ne peut être qu'alarmé pour la Province , des vues secretes qui ont pu seules diriger ceux qui l'ont proposée ?

2^o Une seconde demande, qui fait partie de l'article 41 du Cahier , est : » que tous les » Juges royaux puissent décider , sans appel , » les causes civiles dont l'objet n'excede pas » 200 liv. , en jugeant au nombre de trois ; » qu'il soit avisé s'il y a lieu d'augmenter la

» compétence présidiale, & celle des Juges-
» Consuls. «

Sur ces objets différents, l'Ordre des Avocats se bornera à présenter quelques observations générales.

L'administration prompte, facile & peu coûteuse de la Justice, est, sans contredit, un des plus grands biens dont puisse jouir une Nation ; mais il en est un autre également désirable & plus important encore pour la sûreté de l'ordre social : c'est la droiture & l'intégrité des Jugements.

L'hierarchie des Tribunaux & les formes judiciaires sont les fauve-gardes de toutes les propriétés du Citoyen ; elles sont dans la distribution de la justice, ce que la balance du pouvoir est dans le Gouvernement politique : elles en ralentissent peut-être la marche ; mais aussi elles la rendent plus sûre. De là vient que, suivant la remarque des plus célèbres Publicistes, si, d'un côté, le despotisme les supprime avec un dédain qu'il fait communiquer au vulgaire *ignorant & inattentif*, d'un autre côté, elles sont soigneusement conservées par les peuples libres que l'esprit public éclaire sur leurs vrais intérêts.

L'Ordre des Avocats regardera donc toujours comme contraire à l'intérêt public ;

que des Juges, soit ordinaires, soit Præsidiaux, puissent décider en première & dernière instance d'objets qui peuvent intéresser essentiellement la fortune de quelques Citoyens.

L'expérience que donne aux Avocats du Parlement les diverses fonctions de leur état, exercées dans des Jurisdictions différentes, leur a appris que les Tribunaux ne mettent jamais plus d'attention & d'impartialité dans leurs Jugemens que lorsqu'ils les savent assujétis à la révision d'un Tribunal supérieur. La crainte que les Sentences ne soient réformées contribue pour beaucoup à ce qu'elles le soient rarement.

La loi, qui doit veiller avec un soin extrême sur la propriété du pauvre, ne pourroit-elle pas lui donner, sans frais, les mêmes moyens de la conserver qu'elle a établis pour le riche ? Deux degrés de Jurisdiction sont reconnus suffisants pour la discussion des plus grands intérêts ; mais aussi deux degrés de Jurisdiction sont nécessaires pour épurer la décision des causes que nous n'appellons souvent *légères* que parce qu'elles le seroient pour l'homme opulent.

3° Une autre pétition termine en ces termes l'art. 41 du Cahier : » que dans tout le

« Royaume les Juges-Consuls connoissent exclusivement des faillites & des affaires qui en résultent. »

L'Ordre des Avocats applaudit à la sagesse des loix qui , pour faciliter & accélérer les opérations du commerce , ont établi des espèces de *Jurés* qui connoissent des différens qui s'y élèvent suivant des formes plus simples que celles qui sont suivies dans les Jurisdictions ordinaires.

Il reconnoît aussi que la probité & les lumières des Juges-Consuls répondent presque toujours à la confiance que la loi leur accorde , lorsqu'ils se renferment dans les bornes que l'utilité publique a données à leur compétence.

Mais en même-temps il ne peut dissimuler qu'ils s'égarent souvent quand ils veulent sortir de ses limites , & étendre leurs décisions au-delà de la pratique ordinaire du négoce.

L'intérêt général de la société s'est sur-tout opposé dans tous les temps à ce qu'ils connussent des faillites & des affaires qui peuvent en être la suite , parce que manquer à ses engagements est toujours un délit réel ou présumé , qui doit être soumis à l'examen sévère du Ministère public , & dont la con-

noissance

noissance ne peut appartenir qu'aux Juges ordinaires.

Une autre considération puissante est encore que , dans l'état actuel des choses , les Citoyens de tous les Ordres ont des relations continuelles d'intérêts avec les Commerçants ; de sorte qu'une faillite compromet souvent la fortune de plusieurs particuliers qui ne font point de commerce. Ainsi donner aux Juges-Consuls la connoissance exclusive des faillites & des affaires qui en résultent , seroit leur assujétir toutes les classes de Citoyens , & laisser à leur arbitrage de statuer sur les droits les plus étendus & les plus sacrés.

Ce n'a point été là l'intention du Législateur , qui n'a voulu & n'a pu vouloir dans sa sagesse , que leur attribuer dans la Ville de leur établissement la décision des différends de *Marchand à Marchand* qui pourroient arrêter la circulation des affaires , & non leur confier la recherche & la punition des crimes , ni les autres grands intérêts de la société.

4° L'article 42 du Cahier proposé de demander dans les Etats-Généraux : » qu'il soit
» établi une Chambre souveraine pour juger
» les affaires du commerce , par appel de
» tous les Sieges Consulaires de la Province ;
» & de tous les Tribunaux qui auront jugé

» consulairement ; laquelle sera composée de
 » quinze Négociants , & de trois anciens Avo-
 » cats , à la nomination de la Chambre du
 » Commerce , qui seront renouvelés tous les
 » ans par tiers , & pourront juger au nombre
 » de neuf , sans frais. «

L'Ordre des Avocats a été justement étonné d'une pareille pétition , qui est sans objet utile pour le public , tend à intervertir l'ordre politique des Tribunaux , & n'a pu être inspirée que par l'esprit d'indépendance , & par le désir de dominer sur ses égaux.

Quelle idée étrange que celle de faire des Commerçants de Rouen les arbitres souverains du sort de toutes les places de la Province , dont les intérêts sont souvent contraires aux leurs !

D'affujétir à quelques Marchands d'une Ville , nommés par d'autres Marchands de la même Ville , tous les Négociants , Banquiers , Fabricants , Capitalistes de la Normandie , & tous les Citoyens , de quelque rang que ce soit , que la nécessité aura contraints de signer ou d'endosser une lettre de change !

De leur attribuer une autorité suprême sur le Commerce que la Province entretient avec les autres Provinces de la France , & aussi avec les Etrangers , dont le sort dépendroit de

ceux mêmes qui auroient souvent intérêt de s'opposer à leurs importations !

De les rendre les réformateurs des Juges royaux , & les censeurs de leurs Jugements !

D'obliger ces Juges à jurer le respect pour leurs Arrêts , à venir humblement à leur barre essuyer les corrections qu'il plaira à quelques Marchands de leur faire !

Comment se peut-il que , dans un grand nombre de D^éputés, un seul ait compris que , par leur attention de demander avant tout l'attribution aux Juges-Consuls de toutes les affaires de faillite & de celles qui y sont relatives , les Négociants de cette Ville vouloient se rendre , dans la Province , les seuls dépositaires de la bonne foi publique , les seuls Juges des atteintes qu'eux & leurs pareils pourroient y porter ; enfin les seuls arbitres de la fortune du très-grand nombre de leurs Concitoyens ?

Les inconvénients graves , nombreux & sensibles d'un semblable établissement ne pourroient jamais être balancés par quelques considérations d'utilité qui s'y rencontreroient.

Mais quel seroit donc le grand avantage que le public retireroit de la Chambre souveraine de Commerce ?

Les Ordonnances du Royaume , toujours

observées en cette partie , voulant que les Sentences Consulaires soient exécutées provisoirement , à quelques sommes que montent leurs condamnations , les opérations du Commerce ne peuvent être arrêtées ou ralenties par les délais qui retardent quelquefois , dans les Cours , le Jugement des appels.

D'ailleurs , les Commerçants ignorent-ils les dispositions de l'Edit de création des Juges-Consuls de cette Ville , qui porte en toutes lettres :

» Et afin que promptement soient décidées
 » & vuidées en notredite Cour les appellations qui proviendront des Jugements & Sentences qui seront données & déclarées par lesdits Prieur & Consuls, avons ordonné & ordonnons , enjoignons & commandons à nos amés & féaux Présidents & Conseillers tenants notredite Cour de Parlement , déclarent sans dilation auxdits Marchands un jour de chacune semaine, tel qu'ils aviseront que bien soit , pour en icelui vuidier par ordre de rôle , qui sera fait à part , lesdites appellations ; & pour le regard des procès par écrit, soit fait un autre rôle à part, afin de en icelui jour vuidier lesdites appellations.... »

Enfin , le vœu général du Prince & de la Nation étant pour une expédition plus

prompte de la justice , les Commerçants ne jouiront-ils pas dorénavant, comme les autres Citoyens , de cet avantage si précieux ?

Les Avocats au Parlement de Rouen , qu'on a jugé à propos d'associer , sans leur aveu , au projet chimérique de la Chambre Souveraine du Commerce , en les faisant entrer pour un sixieme dans sa composition , déclarent hautement qu'il ne leur a jamais été communiqué ; qu'ils désavouent tout ce qui porteroit à croire qu'ils y ont adhéré , & qu'ils ne pourroient entretenir les liens de la confraternité avec ceux d'entr'eux qui concourroient à son exécution.

AU SURPLUS , l'Ordre auroit désiré qu'il eût été nommément exprimé dans le cahier , qu'après la tenue des Etats-Généraux , les Députés de chaque Bailliage seront comptables de leur conduite publique à leurs Commerçants.

Que les Etats-Généraux ne pourront toucher aux droits de la Province de Normandie , à la réformation de ses loix particulières , à la composition de ses Cours & Tribunaux de judicature , qu'après avoir communiqué ces projets aux Etats de la Province , & sans leur consentement exprès.

Que non-seulement la Charte appelée

Normande , mais encore toutes celles qui ont reconnu les droits de la Province , seront confirmées dans les Etats-Généraux.

L'Ordre des Avocats auroit également désiré que , dans l'article 38 du cahier , on n'eût pas prononcé aussi affirmativement sur la grande question de l'utilité & du danger de la vénalité des Offices , & qu'en tout cas on se fût exprimé de manière à ne pas faire penser que la suppression de la vénalité ne seroit désirable que dans les offices des Cours souveraines , & pour y faire admettre ceux du Tiers-Etat qui ambitionneroient d'y avoir entrée.

Que dans l'article 82 on eût exempté les jardins , cours & enclos des recherches des Entrepreneurs de grands chemins ; qu'on eût expliqué qui , du Propriétaire ou de l'Entrepreneur , aura le droit de nommer deux des trois Experts ; enfin , que l'on n'eût jamais enlevé à aucun Citoyen blessé dans sa propriété , son droit légal de se pourvoir en Justice réglée.

Par les motifs exposés ci-dessus l'Ordre des Avocats adhérant à l'opposition de M. Hervieu , l'un de ses quatre Députés , & persistant à sa protestation du 31 Mars dernier , proteste de nouveau contre l'emploi dans le

cahier du Tiers-Etat de la ville de Rouen ,
des articles 35 , 38 , 41 , 42 & 82 , & de tous
les autres articles y relatifs. Et pour rendre
ladite protestation plus authentique , a arrêté
qu'elle seroit notifiée au Greffe de l'Assemblée
générale du Tiers-Etat du Bailliage de Rouen,
& que son cahier d'instructions remis à MM.
des Députés , & sa délibération du 31 Mars
dernier, seront imprimés avec la présente pro-
testation.

Signé HEBERT , ancien Syndic.

Signé LE GENDRE , Secrétaire.

THE HISTORY OF THE
CITY OF LONDON
FROM THE FOUNDATION
TO THE PRESENT
BY JOHN STOW
1618

THE HISTORY OF THE
CITY OF LONDON
FROM THE FOUNDATION
TO THE PRESENT
BY JOHN STOW
1618

E T A T S

DE LA PROVINCE DE NORMANDIE.

EXTRAIT de la Charte aux Normands.

A R T I C L E 31.

QUOD de cætero per nos aut nostros successores in dicto Ducatu in personis aut bonis ibidem commorantium ultra redditus, census & servitia nobis debita, *taillias, subventiones, impositiones aut exactiones quascumque* facere non possumus, nec etiam debeamus, nisi evidens utilitas vel urgens necessitas id exposcat & *per conventionem & congregationem gentium Trium Statuum dicti Ducatus*, sicut factum fuit & consuetum tempore retrolapso.

Cette Charte a été confirmée par nos Rois ; elle a été enregistrée en l'Echiquier l'an 1462 ; elle l'a été de nouveau dans cette même Cour, établie en Parlement, en Mai 1579, de la requisition des Trois Etats de la Province.

Le 4 Janvier 1461, sur la complainte des Trois Etats, Louis XI donna des Lettres-Patentes qui font défenses d'évoquer les causes du Duché sous ombre de privilege, &c. ; lesdites Lettres adressantes aux Gens tenant l'Echiquier de Normandie.

Cette Cour de l'Echiquier, de l'avis aussi des Etats, fut rendue stable en la Ville de Rouen, par Edit

du mois d'Avril 1499 , pout y être tenue ordinairement & continuellement.

La réformation de la Coutume de Normandie a été ordonnée également sur la demande & requisition des Etats de la Province , & les Lettres-Patentes du Roi ont été présentées par le Procureur desdits Etats : en conséquence il y a eu convocation des Etats au 15 Novembre 1577 , où se devoient trouver les Députés de tous les Bailliages & endroits où ladite Coutume a lieu.

Quoique Farin , dans son Histoire de Rouen , ne cite aucuns Etats tenus en Normandie au-delà de 1654 , il est certain cependant , d'après des Lettres-Patentes du 2 Mars 1661 , adressantes aux Trésoriers-Généraux de France , énoncées ci-après , qu'ils ont été assemblés en Février 1655. Il y a lieu de croire aussi qu'ils ont dû continuer leurs opérations jusqu'en 1666 , du moins par Commissaires ; puisque leur Trésorier a rendu ses comptes d'années en années pour 1661 , 1662 , 1663 , 1664 & 1666 , ainsi qu'il est justifié par les Registres des Bureaux des Finances , dont les Extraits sont ci-après , & notamment par une Ordonnance de celui de Rouen du 11 Janvier 1672 , qui annonce le sieur Saver , Trésorier de France , nommé pour examiner le compte des Etats de la Province de 1666.

Conformément à la Charte aux Normands , il ne pouvoit être levé aucune imposition sur la Province que du consentement des Trois Ordres. Ce droit est établi par une possession suivie , & notamment par des Lettres-Patentes du 4 Septembre 1607 , adressantes à M. le Duc de Montpensier , Gouverneur de la

Province, à MM. les Premiers Présidens du Parlement, de la Chambre des Comptes & de la Cour des Aides de Rouen, à trois de MM. les Trésoriers de France de Rouen & deux de Caen, & à M. le Procureur-Général du Parlement, nommés Commissaires par Sa Majesté pour assister à l'Assemblée des Etats de la Province en la Ville de Rouen, ordonnée être tenue le 20 Octobre suivant. C'est ainsi que le Roi s'y explique : „ l'intérêt qu'ont nos Sujets
 » de notre pays & duché de Normandie de contribuer
 » au bien, repos & conservation de cet Etat, qui leur
 » est commun avec tous ceux des autres Provinces de
 » notre Royaume, les oblige de contribuer avec &
 » comme eux aux dépenses..... auxquelles nous ne pou-
 » vons subvenir que par l'assistance & secours de nos-
 » dits Sujets... Nous avons arrêté qu'il sera en ladite
 » année prochaine 1608, imposé sur nos Sujets con-
 » tribuables aux Tailles de notre pays & duché de
 » Normandie, tant pour le principal de la Taille,
 » Taillon que Crues y jointes, la somme de 1843415
 » liv. 18 sols, de laquelle la Généralité de Rouen
 » portera 1191241 liv. 4 sols 8 den..... ce que nous
 » voulons être remontré de notre part aux Gens des
 » Trois Etats de notre dit pays & duché de Norman-
 » die..... pourquoi avons ordonné iceux Etats être
 » tenus & assemblés au vingtième jour du mois d'Oc-
 » tobre prochain : Et pour ce faire étant nécessaire
 » de commettre & députer aucuns grands & nota-
 » bles personnages qui y assistent de notre part.....
 » Nous vous avons commis & députés, commettons
 » & députons, & vous donnons pouvoir, puissance
 » & autorité par ces Présentes, & à aucuns d'entre

» vous en l'absence des autres , de vous transporter
 » & assister de par Nous en l'Assemblée desdits Etats
 » en notredite Ville de Rouen , au jour susdit , am-
 » plement remontrer auxdits Etats , les disposer se
 » rendre prompts & faciles à la levée des sommes
 » susdites , payables en quatre termes.... selon les états
 » qui en seront faits & dressés par vous Trésoriers-
 » Généraux de France d'icelles Généralités, &c. »

Ce droit est établi encore par différentes Ordonnan-
 ces des Bureaux des Finances de Normandie , &
 particulièrement par une du 25 Mars 1630 pour la
 levée d'une somme de 2000 liv. accordée à M. le
 Duc de Villars, suivant le consentement des Etats
 de cette Province. C'est en conséquence aussi de ce
 droit que les Commissions pour la levée des Tailles ,
 étoient adressées aux Etats, ainsi qu'on le voit par
 l'Extrait des Registres du Bureau des Finances de
 Rouen , du 1^{er}. Décembre 1643 , où il est dit que » M.
 » le Seigneur, Président , a apporté au Bureau copie de
 » la Commission du Roi , adressante aux Etats, pour la
 » levée des Tailles de l'année prochaine , suivant la-
 » quelle a été commencé de travailler au département
 » des sommes y contenues ».

Cette adresse étoit résultante de la Charte , pour
 par eux vérifier si ces Commissions étoient confor-
 mes à ce qui avoit été consenti ou accordé par la
 Province.

Le droit des Etats de réclamer , est si constant que
 l'on voit encore par autre Extrait desdits Registres
 du 27 Novembre 1615 , que » le Procureur-Syndic
 » des Etats demanda au Bureau de Rouen communi-
 » cation des Lettres-Patentes concernant quelques

» places publiques en aucunes Villes , afin d'y confer-
 » ver les intérêts du Peuple ; ce qui lui fut accordé «.
 Cela prouve évidemment le droit qu'avoient les Etats
 de consentir ou de s'opposer à ce qui concernoit les
 intérêts de la Province.

Comme les Etats , composés de Citoyens des
 Trois Ordres , n'avoient point de Jurisdiction ni
 de puissance coactive , les Bureaux des Finances
 connoissoient de tous les objets qui tenoient à
 l'ordre de la Jurisdiction. Aussi voit-on que
 la Commission du Roi pour la levée des Tailles ,
 après avoir été vérifiée & consentie par les Etats ,
 étoit remise au Bureau des Finances , qui faisoit le
 département & le rendoit exécutoire. Ensuite de
 quoi les Commissions particulieres étoient envoyées
 aux Elections par les Commissaires des Etats, sur l'at-
 tache du Bureau des Finances , pour la levée desdites
 Tailles , ainsi qu'il paroît par autre Ordonnance du
 7 Décembre 1643 , qui porte que » le Greffier des
 » Etats dressera & représentera au Bureau la minute
 » de la Commission qu'il convient envoyer aux Elec-
 » tions de cette Généralité , de la part des *Commis-*
 » *saire desdits Etats* , pour la levée des Tailles de l'an-
 » née prochaine «.

L'Edit du mois de Mars 1637 & l'Arrêt du Con-
 seil du 13 Janvier 1638 , ont ordonné que les Tréso-
 riers de France assisteront & présideront aux départe-
 mens faits par les Elus ; ce qui s'exécute par un
 d'eux , Commissaire à cet effet.

Les Bureaux des Finances ordonnoient aussi la le-
 vée des deniers qui se faisoit sur la Province , ainsi
 que les paiemens à faire par le Trésorier des Etats ,

(vj)

sur le vu du Procureur-Syndic , ainsi qu'il est constaté par les Extraits ci-après.

Les Etats non-seulement avoient l'administration , ils avoient aussi un Trésorier qui rendoit ses comptes pardevant les Trésoriers de France , Commissaires nommés par les Bureaux , en présence des Commissaires députés par lesdits Etats , ainsi qu'il est spécifié dans les Lettres-Patentes du 2 Mars 1661. Une Ordonnance du Bureau des Finances de Rouen du 3 Novembre 1643 , porte » qu'il sera » écrit aux Bureaux de Caen & d'Alençon , afin » qu'ils députent des Commissaires pour l'examen » des comptes des Etats de la Province , des années » 1640, 1641 & 1642 , pour se rendre en cette Ville » au 15 du présent mois «.

De tout ce que dessus , il résulte que les Etats de Normandie avoient une administration & une inspection générale sur tout ce qui concernoit les Droits de la Province , tant relativement aux impositions , qu'à la législation & à l'administration de la justice , & que tout ce qui étoit de Jurisdiction s'exerçoit par les Bureaux des Finances des trois Généralités. Combien ne seroit-il pas intéressant pour la Province que ses Etats lui fussent rendus , puisqu'ils ont essentiellement le droit de réclamation , & qu'aucun impôt n'y peut être établi que *per conventionem & congregationem gentium Trium Statuum Ducatus* ?

EXTRAITS des Registres des Bureaux des Finances , relevés de différentes années , qui établissent les Droits & les Compétences desdits Bureaux , relativement aux Etats Provinciaux de Normandie.

Affistance aux Etats.

Les Trésoriers de France de Normandie , comme Commissaires du Roi , assistoient aux Etats de cette Province , ainsi qu'en jouissent les Trésoriers de France du Languedoc & de Bourgogne.

Les Lettres-Patentes du 4 Septembre 1607 ci-devant citées , nomment MM. le Fevre , Thibault , Desportes , Trésoriers de France de Rouen , & MM. le Blaye & le Breton , Trésoriers de France de Caen , Commissaires de Sa Majesté , pour assister en son nom aux Etats de la Province , conjointement avec M. le Gouverneur de la Province & MM. les autres Commissaires y dénommés.

Les Trésoriers de France n'ont cessé de jouir de cette prérogative tant que les Etats ont eu lieu. Cette vérité est constatée par les comptes même des Etats , & par les autres titres & papiers déposés au Greffe du Bureau des Finances de Rouen , ainsi que par les Registres des trois Bureaux , dont quelques Extraits ci-après.

Du 25 Août 1614.

Arrêté du Bureau de Caen , qui nomme MM. Repichon & Patey , leurs Confreres , Députés pour assister à la convention des Etats de la Province , tenus à Rouen le 10 Septembre ensuivant.

Du 30 Octobre 1624.

Le fleur de la Poterie , Trésorier de France en ce Bureau (Rouen) , a assisté comme *Commissaire*

(viij)

de Sa Majesté à la convocation des Etats de cette Province tenus à Rouen au mois de Décembre.

Du 26 Juillet 1633.

Arrêté de la Compagnie, (Caen) qui nomme MM. de Chaulieu & de Mesnibus, deux d'entr'eux pour assister à la tenue des Etats de la Province, termée au 16 Août de l'année suivante.

Du 16 Août 1633.

„ Les sieurs le Seigneur & Eudes, Trésoriers de
„ France, à Rouen, sont entrés au Bureau, ledit sieur
„ le Seigneur a déclaré qu'il avoit été prié par le sieur
„ Ygou d'aller pour lui aux Etats qui se doivent
„ tenir aujourd'hui “.

Du 12 Novembre 1643.

Arrêté par lequel la Compagnie (Caen) nomme deux de ses membres, les sieurs de Mesnibus & le Secq, pour assister à la convention des Etats de la Province, & de suite à l'examen & clôture du Compte du Trésorier desdits Etats.

Du 15 Septembre 1646.

Quittance de M. Louvel, Trésorier de France à Rouen, pour son droit d'assistance aux Etats de la Province pour l'année 1645, comme Commissaire député par le Roi.

Même quittance du 16 Juin 1648 de M. le Duc, sieur de Chisbouville, Trésorier de France à Caen, pour assistance aux Etats de 1645, comme Commissaire de Sa Majesté.

Pareille quittance de M. de Chastreaux, sieur du Breuil, Trésorier de France à Alençon, comme Commissaire également de Sa Majesté auxdits Etats.

Du 15 Septembre 1649.

Ordonné que le fleur Hallé, Trésorier de France à Rouen, sera payé de son droit d'assistance aux Etats de l'année 1646 par M^e. Duhamel, Trésorier desdits Etats.

Du 23 Novembre 1654.

Arrêté de la Compagnie (Caen) qui nomme les fleurs de Banneville & de Chisbouville, deux de ses membres, pour assister aux Etats de la Province, termés au 25 Janvier 1655.

Du 12 Décembre 1667.

„ Les fleurs Cornu & de Béthencourt, Trésoriers
„ de France à Rouen & Commissaires pour assister aux
„ Etats qui devoient tenir en 1664 pour l'année 1665,
„ payés sur les deniers desdits Etats de 1664, à
„ laquelle fin M^e. Duhamel, Trésorier desdits Etats,
„ les emploiera dans son compte de 1664 “.

*Jurisdiction des Bureaux des Finances, relativement
aux Etats de la Province.*

Du 23 Janvier 1615.

Ordonnance du Bureau de Caen, qui, conformément aux Lettres-Patentes du Roi, données à Paris le 18 Octobre précédent, „ enjoint aux Officiers des Elections
„ de la Généralité de Caen, par un seul Mandement,
„ de procéder par un seul Département, à l'assiette
„ des sommes accordées à la Reine par les Gens des
„ Trois Etats de la Province de Normandie “.

Du 27 Novembre 1615.

» Sur Requête présentée par le Procureur-Syndic
» des Etats de Normandie , afin de lui être donné
» communication de certaines Lettres-Patentes adres-
» sées en ce Bureau , (Rouen) dont il a eu avis concer-
» nant quelques places publiques en aucunes Villes , &
» afin d'y conserver les intérêts du peuple ; est ordonné
» que lesdites Lettres lui seront communiquées , pour ,
» la réponse vue , être fait ce que de raison ».

Du 5 Août 1624.

Caution-
nement
du Trésorier des
Etats, dé-
posé aux
Bureaux
des Finan-
ces.

Ordonnance du Bureau de Caen, qui porte que » la
» copie du Cautionnement du sieur Heudebert, Trésorier des Etats de Normandie, sera déposée au Bureau
» pour y avoir recours au besoin ».

Du 27 Février 1630.

Idem, pour le paiement de 6000 liv. accordées par les Etats de Normandie à M. le Duc de Longueville.

Du 25 Mars 1630.

Idem, pour la levée de 2000 liv. accordées à M. le Duc de Villars, Lieutenant pour le Roi en Normandie, suivant le consentement des Etats de cette Province.

Du 30 Décembre 1630.

» Représentation faite au Bureau de Rouen , par le
» Procureur-Syndic des Etats de Normandie, qu'il avoit
» eu avis qu'en quelques Elections de cette Province &
» en vertu d'un Arrêt du Conseil du 12 Février dernier,

» l'on prétend faire lever les 2 f. pour liyre attribués aux
» Commissaires des Tailles, sur les 6 den. attribués aux
» Elus, &c. dont les Edits n'ont été vérifiés en la Cour
» des Aides ni au Bureau; sur quoi a été ordonné que
» les Elus imposeront lesdits 2 f. pour liv. sur les
» Droits ci-dessus, après toutes fois que les Edits pour
» l'attribution d'iceux auront été vérifiés où besoin est;
» & sera la présente Ordonnance signifiée à la diligence
» du Procureur des Etats ».

Du 15 Décembre 1645.

Ordonnance du Bureau des Finances d'Alençon qui ordonne que M^e. Heudebert, Trésorier des Etats de Normandie, recevra du Receveur-Général des Finances d'Alençon, la somme de 8450 liv. pour être employée au fait de sa charge & paiement des sieurs Commissaires desdits Etats de la présente année, desquels deniers il comptera comme des autres deniers de sa charge, en vertu de la présente.

Du 16 Juillet 1646.

Idem, qui ordonne que M. de Matignon, Lieutenant-Général de la Province, sera payé de 2000 liv. pour la gratification à lui accordée par les Etats de ladite Province.

Du 16 Février 1650.

» Le Sieur de Saintot, Maître des cérémonies, a de-
» mandé à entrer au Bureau (Rouen), & a dit qu'il venoit
» de la part du Roi & de la Reine nous donner avis,
» que, pour le bien du service de Sa Majesté on avoit
» estimé à propos de destituer M. de sa charge

Com-
mission
délivrée
par le
Bureau.

» de Procureur-Syndic des Etats de cette Province,
» auquel il étoit chargé de porter, de la part du Roi,
» la Lettre de cachet de révocation ; & que
» par une autre Lettre on donneroit avis à cette Com-
» pagnie des motifs qui y auroient porté Leurs Ma-
» jestés, dans laquelle il feroit fait mention de la per-
» sonne choisie pour exercer cette Charge, attendant
» la convocation desdits Etats, à laquelle le Bureau
» ne feroit aucune difficulté d'en délivrer la commis-
» sion ; & qu'il renverroient son Ordonnance par les
» Bailliages & Vicomtés du ressort de cette Province,
» afin que cette destitution soit notoire ; & défenses
» à toutes personnes de le reconnoître en cette qua-
» lité ; & qu'il étoit chargé de donner avis de ces or-
» dres à la Compagnie, afin de considérer s'ils n'al-
» loient point contre la forme ; voulant conserver tou-
» te l'autorité du Bureau contre laquelle la Reine ne
» desiroit rien innover.
» Sur quoi il lui a été dit, que nous attendrions
» l'ordre du Roi touchant la Charge de Procureur-
» Syndic des Etats ».

Du 2 Mars 1661.

Lettres-Patentes adressantes aux Présidens, Trésoriers-Généraux de France, qui portent : » vu que nos
» affaires ne nous ont pu permettre de convoquer
» & assembler l'année présente, les Etats de notre
» Province de Normandie, notre intention est néan-
» moins que les mêmes gratifications accordées par
» lesdits Etats en leur dernière assemblée & délibéra-
» tion du 13 Février 1655, savoir : à M. le Duc
» de Longueville, &c., leurs soient continuées..

„ A cette fin , mandons à vous Trésoriers de
 „ France , de départir par les Elections de votre
 „ Généralité la somme de 20550 liv. ; & à vous Pré-
 „ sidents, Lieutenans & Elus , après ledit département
 „ fait , la régaler & imposer sur chacun de nos Su-
 „ jets contribuables ; laquelle somme remise au Tré-
 „ sorier desdits Etats , pour , au nom des Etats ,
 „ la délivrer à M. le Duc de Longueville & autres
 „ pour l'année présente ; desquels paiemens le Tré-
 „ sorier des Etats en rendra compte pardevant vous
 „ Trésoriers-Généraux de France & les Commissaires
 „ députés par lesdits Etats “.

Département des Tailles.

Les Départemens des Tailles , aux termes des Edits qui attribuent cette compétence aux Trésoriers de France & aux Officiers des Elections, se faisoient , savoir , le Département sur les Elections par les Trésoriers de France , & les Départemens sur les Paroisses , par les Elus , d'après les Commissions qui leur étoient adressées , & sur l'attache des Trésoriers de France , ainsi qu'il s'est toujours pratiqué jusqu'à ce jour.

Du 14 Septembre 1607.

Les Lettres-Patentes énoncées ci-devant , portent commission à M. le Duc de Montpensier & autres dénommés pour assister comme Commissaires du Roi aux Etats de la Province , ordonnés être tenus le 20 Octobre suivant , pour l'imposition de la Taille demandée auxdits Etats , s'expriment ainsi : „ au regard des-
 „ quelles susdites sommes , nous voulons les assiettes
 „ & départemens généraux être faits par Elections

» & Vicomtés de chacune Généralité, respective-
 » ment par vous Trésoriers-Généraux ; & les parti-
 » culiers par les Elus , suivant nos anciennes Ordon-
 » nances, en la présence des Délégués du Tiers-Etat
 » desdites Vicomtés de notre Province.... Enjoignant
 » à nosdits Elus d'ainfi le faire , & à vous Tréso-
 » riers de France d'avoir l'œil & prendre garde aux-
 » dites affiettes , pour qu'elles soient faites en la
 » forme que dessus , & que toute égalité y soit gar-
 » dée par lesdits Elus “.

Un Trésorier de France y préside aux termes de
 l'Edit de Mars 1637 & de l'Arrêt du Conseil du 13
 Février 1638.

Du 27 Novembre 1643.

» A été ordonné au Greffier de ce Bureau (Rouen) de
 » retirer du Greffier des Etats de la Province, copie de
 » la Commission des Tailles de l'année prochaine, pour
 » être procédé au Département d'icelles mardi pro-
 » chain.

Du 1^{er}. Décembre 1643.

» M. le Seigneur , Président , a apporté au Bureau
 » copie de la Commission du Roi, adressante aux Etats,
 » pour la levée des Tailles de l'année prochaine, sui-
 » vant laquelle a été commencé de travailler au
 » Département des sommes y contenues “.

Du 3 Décembre 1643.

» Le Département des Tailles de l'année prochaine
 » 1644 a été achevé, MM. ayant assemblé extraor-
 » dinairement pour cet effet “.

Du 7 Décembre 1643.

» M^e. Aubourg , Greffier des Etats, est venu au
» Bureau, suivant l'avertissement qui lui en avoit été
» donné par Questel , Huissier , où étant , il lui a été
» ordonné de dresser une minute de la Commission qu'il
» convient envoyer aux Elections de cette Générali-
» té , de la part des Commissaires desdits Etats , pour
» la levée des Tailles de l'année prochaine , & de la
» représenter au Bureau vendredi prochain «.

*Taxes arrêtées par les Bureaux des Finances , pour être
payées par le Trésorier des Etats.*

Les Etats n'ayant pas de Jurisdiction ni de puissance coactive, tous les exécutoires & taxes d'Officiers étoient décernés par les Trésoriers de France, qui en ordonnoient le paiement par le Trésorier des Etats, d'après le vu du Procureur-Syndic ou du Trésorier desdits Etats.

Du 13 Mars 1615.

» Sur la Requête présentée par le Prevôt, Messager,
» aux fins de lui être payé taxe d'un voyage qu'il a
» fait aux Elections de la Généralité de Rouen, pour por-
» ter les paquets à eux adressés touchant la tenue ordon-
» née être faite par les Députés des Etats de cette
» Province : vu les récépissés dudit voyage rapportés ,
» taxe lui a été faite de 42 liv. qui lui seront payées
» par M^e. Doublet, Trésorier des Etats, auquel est
» mandé ainsi le faire sans difficulté «.

Du 10 Avril 1615.

» Sur la Requête présentée au Bureau par les Hé-
» tiers d'André Liégeart, Greffier des Etats de Nor-
» mandie, pour être payés de six années de ses taxations,
» à cause de son assistance en l'assemblée des Etats, à
» raison de 200 liv. par an; & vu la réponse de M^e.
» Doublet, Trésorier desdits Etats, ordonné qu'ils se-
» ront payés par ledit Doublet des taxations dues audit
» Liégeart, montant à 1200 liv.; laquelle somme lui sera
» allouée en rapportant cette Ordonnance avec les quit-
» tances des Supplians «.

Du 18 Mai 1615.

» Sur Requête présentée par le Clerc, Messager des
» Etats de Normandie, afin de lui être fait taxe de
» 99 liv. pour 66 jours de voyages pour porter le
» cahier, &c.: vu la certification du sieur Escard,
» Procureur-Syndic des Etats, taxe lui a été faite de
» ladite somme, laquelle sera payée par M^e. Dou-
» blet, Trésorier desdits Etats; & lui sera allouée
» en la dépense de ses comptes, en rapportant la pré-
» sente avec quittances sur ce suffisantes «.

Du 22 Décembre 1643.

Ordonnance de Caen pour le paiement de 21171 l. 13
sols 4 den. de taxation pour les sieurs Commissaires
& Délégués aux Etats de la Province.

Du 5 Octobre 1660.

Ordonnance des Présidens, Trésoriers-Généraux
de France de Rouen, Caen & Alençon, Commissai-
res

(xvij)

res députés pour l'audition du compte des Etats de l'année 1658, sur Requête présentée par le sieur Vi-
ret, Imprimeur du Roi à Rouen, qui ordonne qu'il
sera payé par M^e. Duhamel, Trésorier des Etats,
de la somme de 38 liv. pour impressions faites par
ordre de M. le Procureur-Syndic desdits Etats.

*Comptes du Trésorier des Etats, rendus devant les
Trésoriers de France.*

Du 22 Août 1643.

Arrêté de Caen qui nomme les sieurs Helloin de Mes-
nibus & de Bernieres, Membres de la Compagnie, pour
assister à la reddition du compte du Trésorier des
Ets de Normandie.

Du 28 Août 1643.

» M. Romé, Trésorier de France de Rouen, a été
» député pour ouïr & examiner le compte des Etats,
» pour l'année 1638, pour l'absence du sieur Hallé ».

Du 3 Novembre 1643.

» Résolu qu'il sera écrit aux Bureaux de Caen &
» d'Alençon, afin qu'ils députent des Commissaires
» pour l'examen des comptes des Etats de la Provin-
» ce, des années 1640, 1641. & 1642, pour se ren-
» dre en cette Ville au 15 du présent mois ».

Du 6 Novembre 1643.

» Résolu que le 15 du présent mois il sera travaillé
» à l'examen des comptes des Etats de cette Province,

(xvij)

» des années 1640, 1641 & 1642 ; & qu'en exécution de ce qui a été écrit aux Bureaux des Finances de Caen & d'Alençon, M^e. Heudebert, Trésorier desdits Etats, sera averti de les présenter le dit jour ».

Du 12 Novembre 1643.

» Le Bureau a reçu la déclaration du sieur de Guetteville, Trésorier de France, l'un des sieurs Dépou-
» tés pour l'audition des comptes des Etats de cette
» Province de l'année 1641, de ne pouvoir assister à
» ladite audition ; & a été nommé le sieur Baudouin
» pour y assister en son lieu & place ».

Du 20 Septembre 1660.

Arrêté de Caen qui nomme le sieur de Banneville pour
assister à l'audition du compte des Etats de la Province pour l'année 1658.

Du 18 Juillet 1661.

Idem, qui nomme le sieur de Fontenay, un des Membres de la Compagnie, pour assister à l'audition du compte des Etats de la Province.

Du 18 Janvier 1664.

Idem, qui nomme M. de Rotor, Membre de la Compagnie, pour assister à l'audition du compte des Etats de la Province pour l'année 1661, termé au 12 dudit mois de Janvier.

Du 11 Août 1664.

Idem, qui nomme M. de Favru pour assister à l'audition du compte des Etats de la Province pour l'année 1662.

Du 30 Juillet 1665.

Idem, qui nomme M. de Fourmentin, Membre de la Compagnie, pour assister à l'audition du compte du sieur Duhamel, Trésorier des Etats de la Province, pour l'année 1663, lequel est termé au 13 Août suivant en la Ville de Rouen.

Du 9 Decembre 1667.

Idem, qui nomme M. de Reuilly pour assister à l'audition des comptes des Etats de la Province pour l'année 1664, & termée à Rouen pour le 15 dudit mois.

Du 11 Janvier 1672.

» Le sieur Saver, Trésorier de France de Rouen, Commissaire pour examiner le Compte des Etats de la Province de 1666 «.

ETATS DU LANGUEDOC.

Les Trésoriers de France de Toulouse & de Montpellier assistent par un d'entr'eux à la tenue des Etats du Languedoc. Ce droit leur a été confirmé par les Edits de Février & Juillet 1704

L'Edit de Juillet 1704, porte : „ maintenons &
b ij

„ confirmons lefdits Tréforiers de France dans le
 „ droit & poffeffion où ils font depuis un temps im-
 „ mémorial d'être nos Commiffaires nés aux Etats
 „ de notredite Province de Languedoc, dans lefquels
 „ ils députeront, ainfi qu'ils ont fait par le paffé,
 „ fuivant nos Commiffions pour la tenue defdits
 „ Etats & nos Lettres de cachet qui leur font en-
 „ voyées annuellement, un d'entr'eux, lequel jouira
 „ de tous les honneurs, droits & émolumens dont
 „ les autres ont joui jufqu'à préfent «.

ETATS DE BOURGOGNE.

Déclaration du 16 Septembre 1704, qui porte :
 „ maintenons & confirmons lefdits Tréforiers de
 „ France de Dijon au droit & poffeffion dans la-
 „ quelle ils font depuis leur établiffement d'être nos
 „ Commiffaires nés aux Etats de notredite Province
 „ de Bourgogne, dans lefquels ils députeront, ainfi
 „ qu'ils ont fait par le paffé, fuivant nos Commif-
 „ fions pour la tenue defdits Etats, & nos Lettres
 „ de cachet qui leur font envoyées tous les trois
 „ ans, deux d'entr'eux, lefquels jouiront de tous les
 „ honneurs, droits & émolumens dont ils ont joui
 „ jufqu'à préfent «.

Tous les trois ans, deux Commiffaires du Roi,
 tirés du Bureau des Finances par ordre d'ancienneté,
 reçoivent les Lettres de Sa Majefté pour l'ouverture
 des Etats de Bourgogne qui fe tiennent à Dijon ; le
 plus ancien des deux Commiffaires ouvre la féance par
 un discours relatif aux circonftances, & remet au
 Gouverneur les Lettres-Patentes qui ont été regif-
 trées au Bureau des Finances.

La Compagnie en outre nomme tous les trois ans un de ses Membres pour remplir les fonctions d'Elu du Roi de la Province ; cet Officier a séance & voix délibérative avec les Elus des trois Ordres , & participe en cette qualité aux distinctions & aux honneurs qui leur sont décernés.

É T A T S G É N É R A U X.

RELEVÉ des plumitifs des Bureaux des Finances de Normandie , relativement à leur Jurisdiction lors de la tenue des Etats-Généraux du Royaume, tenus à Paris en 1624 & 1625.

Du 7 Janvier 1615.

» A été reçu un Arrêt du Conseil du 16 Décembre dernier , contenant plusieurs Arrêts & Règlemens faits par Sa Majesté sur la plainte rendue par les Députés des Trois Etats du Royaume ; assemblés pour la tenue des Etats-Généraux en la Ville de Paris, avec des Lettres-Patentes dudit jour , adressantes au Bureau , pour le contenu audit Arrêt faire exécuter , suivre , garder & observer en l'étendue de la Généralité de Rouen , & certifier le Conseil de mois en mois du soin qui y aura été tenu.

» A été ordonné que lesdits Arrêts & Lettres-Patentes seront imprimés & la copie envoyée en chacune des Vicomtés, Elections & Greniers à Sel de cette Généralité , pour être observés par les Officiers d'icelles , chacun pour son regard , & certifier le Bureau de mois en mois du devoir qu'ils

» y auront rendu , pour sur leur certification être
 » envoyé Procès-verbal au Conseil , suivant la volonté
 » de Sa Majesté «.

Du 9 Janvier 1615.

Ordonnance du Bureau des Finances de Caen pour enregistrement d'un Arrêt du Conseil & Lettres-Parentes avec Lettres closes , à l'occasion de plaintes portées à Sa Majesté par les Députés des trois Ordres aux Etats.

Les Plumitifs des Bureaux de Normandie font foi que toutes Ordonnances & Déclarations qui concernent le service de Sa Majesté , ainsi que toutes Commissions ou Mandemens pour la levée de deniers ordinaires ou extraordinaires , leur étoient directement adressés. Il ne se faisoit aucune imposition sur la Province que du consentement de ses Etats , & elles ne pouvoient être prélevées ni réparties que sur les Ordonnances des Trésoriers de France ; il leur étoit ordonné en conséquence d'informer de toutes contributions ou levées faites sur les Sujets du Roi par autres Commissions ou Mandemens que par Lettres-Parentes dûement enregistrées.

Les Trésoriers-Généraux , dès leur première institution , tiennent , à titre de Direction , toutes leurs compétences , qui sont de la plus grande étendue ; ils en jouissent encore d'une partie , & ils jouiroient de la totalité , si les Intendans des Provinces n'en prenoient connoissance , ainsi que de plusieurs compétences qui appartiennent aux Chambres des Comptes & Cours des Aides , & même aux Parlemens.

On peut dire enfin que les Trésoriers de France

(xxiiij)

font fondés en titres les plus anciens & les plus authentiques , dont une partie même ont été reconnus & confirmés par les Etats du Royaume , pour remplir la plus grande partie des fonctions qu'exercent aujourd'hui les Intendans dans les différentes Généralités.

Ils ont lieu d'espérer que Sa Majesté , ainsi que les Etats-Généraux , convaincus de l'utilité des Bureaux des Finances , voudront bien les rétablir dans leurs anciennes compétences , qui ne peuvent tendre qu'à l'avantage de l'Etat , au bonheur & au soulagement des Peuples.

